



BATTONS-NOUS ENSEMBLE, PAS EN ORDRE DISPERSÉ !

Au moment où la droite et le patronat se congratulent sur la « modernisation du contrat de travail » via « la flexisécurité », les salariés des usines Miko à Saint Dizier, d'Arcelor Mittal en Moselle apprennent leur licenciement. A Miko, on a vu des femmes se faire matraquer et terminer à l'hôpital, au moment de la « libération », par la police, du patron qui avait été retenu par les ouvrières et les ouvriers. Dans cette société de classe, les forces armées n'interviennent jamais contre les « patrons-voyous » ! A quand les gardes mobiles prenant d'assaut, à la matraque et aux gaz lacrymogènes, le conseil d'administration de Mittal Arcelor, véritables bandits prêts à mettre sur la paille près de 600 familles ?

La réalité, c'est la brutalité de l'exploitation et des licenciements. L'urgence est de protéger les salarié-e-s contre les licenciements et l'insécurité sociale.

Pourtant, quatre organisations syndicales signent cet accord, qui fragilise encore plus les salariés du privé face au pouvoir de leur patron, avec le CDD « à terme incertain », l'allongement de la période d'essai ou la prétendue rupture « à l'amiable ».

Dans la fonction publique d'Etat, les collectivités locales, dans les hôpitaux 23.000 suppressions de postes sont programmées. Et l'offensive se traduit dans chaque secteur par la dégradation du service public de santé, de l'éducation..., par la privatisation et la précarité pour les personnels.

Dans le public, comme dans le privé, les suppressions d'emplois, les effectifs insuffisants et les conditions de travail dégradées sont le lot de tou-te-s les salarié-e-s. Il faut imposer des embauches de fonctionnaires pour défendre, étendre et améliorer les services publics, des embauches, avec des contrats stables, à durée indéterminée, dans le privé.

**Travailler plus et plus dur, merci on le fait déjà !
Mais gagner plus, on n'en voit pas la couleur...**

Sarkozy avait fait de la question du pouvoir d'achat son cheval de bataille. Il est en train de se prendre les pieds dans le tapis. Il promet beaucoup, mais, comme il est l'ami des riches et des puissants (c'est pratique

pour ses vacances !), il ne veut surtout pas toucher à leur magot.

Que ce soit sur les salaires, les conditions de travail, les retraites ou les services publics, on retombe toujours sur la même conclusion : le fond du problème, c'est la répartition des richesses. Tant qu'une minorité continuera à s'accaparer les richesses produites par toutes et tous, il n'y aura pas de solution durable.

Augmenter les salaires, c'est une manière de reprendre une partie de ce que les capitalistes nous volent à longueur d'années. Une augmentation des salaires, pensions et minima sociaux de 300 euros net est pourtant possible. Mais pour cela, il n'y aura « pas de miracles », il faudra faire payer les riches.

Un mouvement d'ensemble est nécessaire !

Les directions syndicales nous appellent en ordre dispersé : mardi 22 pour les cheminots contre la réforme des régimes spéciaux, jeudi 24 pour les salarié-e-s du public contre les suppressions de postes et pour les salaires, puis début février pour ceux et celles du privé...

Pourtant ce qui a fait la force du mouvement de cet automne, c'est la détermination des cheminots à se battre tous et toutes ensemble, c'est la jonction avec les autres salarié-e-s le 18 octobre et le 20 novembre.

Le mécontentement contre la politique de Sarkozy grandit. Les luttes pour les salaires ou pour l'emploi se développent. Ces résistances ne doivent pas être dispersées. Au contraire elles doivent converger vers un mouvement d'ensemble, seul capable de faire reculer le gouvernement et le Medef.

Le 21/01/08

Je souhaite prendre contact avec la LCR 44

Prénom :NOM :

Adresse :

.....

Tél. : Mail :